

L'art de dépouiller le citoyen

Posté le : 2 juillet 2015 15:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Crise systémique, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, hyperfiscalité, Economie et politique

L'interdiction des paiements en liquide est l'un des derniers clous qui restent à sceller sur le cercueil des libertés individuelles. Le complexe politico-fonctionnaire-bancaire qui a capté la vie publique et économique en France vient de l'enfoncer à nouveau de quelques centimètres. On ne pourra plus payer en liquide plus de 1 000 euros. La banque réclame la mesure depuis longtemps. Lorsqu'il n'y aura plus de liquide du tout et qu'il faudra passer exclusivement par des systèmes de paiements connectés, elle aura jugulé une des "fuites" qui l'empêche de récupérer aussitôt la monnaie de crédit qu'elle a émise. Porte-monnaie électronique et réglementation sont les deux mamelles du big-brother bancaire.

Le citoyen libre d'une république libre est d'abord une vache à lait de l'Etat moloch et l'esclave enchaîné du système bancaire, les deux institutions étant gérées par les mêmes. .

Il est probable que le plafond des sommes en liquide avec lesquelles on peut se promener en Europe sera ramené bientôt à moins de 5.000 Euros.

Voyagez léger avec un bout de plastique et prouver que vous êtes un citoyen totalement transparent tout en sauvant votre système bancaire !

La législation a donné à la banque, déjà sous des gouvernements socialistes, des pouvoirs exorbitants. Vous ne pouvez solder un compte en banque... que dans un autre compte en banque. Un trou dans votre compte courant ? La banque peut casser n'importe lequel de vos comptes d'épargne sans même vous le dire. Vous voulez du liquide ? Il vous faudra une carte bancaire, car les guichets n'en distribuent plus. Et le montant que vous voudrez retirer sera limité à quelques centaines d'Euros. De toutes façons pour des sommes importantes, il faut commander, aller au siège, respecter les plafonds et... un transport par la Brinks, mon bon Monsieur. Quant aux placements, ne croyez pas que vous en soyez maître. Tous les dispositifs de placement sont désormais des constructions fiscales qui ont pour but de ramener l'épargne vers les objectifs et les caisses de l'Etat. Avec des taux d'impôts marginaux à 65.5%, vous n'avez plus aucun choix. La banque universelle qui peut faire à peu près ce qu'elle veut de votre épargne, y compris vous faire acheter ses propres actions, pour peu que vous lui ayez donné un mandat, (et comment y échapper ?), vit en symbiose totale avec l'Etat, et en conflit d'intérêt toléré avec ses clients. L'assurance-vie en est le plus merveilleux exemple. Question posée il y a quelques années à la banque :

- "Vous vous êtes désengagés de la Grèce ? Non, l'Etat nous a demandé de détenir un certain pourcentage d'obligations grecques".

Quelques mois plus tard :

"- Qu'est-ce qui se passe avec mes obligations grecques ?

- Nous avons été obligés d'accepter une perte de moitié sur ces titres.

- Je vous avais bien dit de pas détenir des titres grecs

- Oui, mais c'est de l'assurance vie ; nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons;

- Sortons de l'assurance vie.
- Je ne vous le conseille pas. C'est le seul produit sûr et défiscalisé, bla bla bla."

La défiscalisation est devenue le principe vendeur numéro un des banques, marquant la totale interdépendance du secteur bancaire et de l'Etat.

Les diverses lois sur la construction n'ont qu'un seul but : permettre aux politiques de présenter des bilans un tant soit peu honorables en matière de logements. En fait la défiscalisation conduit à monter des programmes de construction dans des endroits où il n'y a pas de demande et qui ne servent :

- qu'à engraisser les banques qui collectent l'épargne défiscalisée
- qu'à engraisser les grosses boîtes de construction qui bâtissent les projets
- qu'à fournir des statistiques aux politiques.

L'épargnant se retrouve avec des logements sans usage et sans rentabilité.

- "Madame la banque, vous m'avez fait tombé dans un piège à c..."
- "C'est pas grave, c'est défiscalisé".

Et il suffit d'une loi Duflot pour envoyer tout de même au tapis la construction neuve.

De toute façon vous n'êtes plus maître de vos biens immobiliers, dès lors qu'il ne s'agit pas de votre logement principal. Ne parlons de la propriété agricole ! Et pour votre logement ne croyez pas vous en sortir comme cela. D'abord, à vous toutes les législations normatives qui vous ponctionnent de partout. A vous le détecteur d'incendie qui se déclenche tout seul à tout propos et transforme votre immeuble en rossignol. A vous aussi le défibrillateur qui doit figurer dans un endroit ostensible à l'entrée de votre immeuble. A vous le dossier de cession qui avec tous les tests obligatoires finit par peser une tonne. Et gare aux préemptions.

Si vous êtes propriétaire de votre logement, les bons apôtres vous expliqueront que vous avez un avantage inouï par rapport à ceux qui paient un loyer et qu'il faut que vous payiez pour cette flagrante inégalité. ISF, taxe foncière, charges imposées, ne sont qu'un début. A quand la taxe compensatrice de l'avantage indu du propriétaire, Thénardier de lui-même par politiques et hauts fonctionnaires interposés ? L'incroyable privilège qui veut que vous bénéficiiez d'une "niche fiscale" en ne payant pas, dans votre impôt sur le revenu, la plus value éventuelle sur la revente de votre domicile, plus value le plus généralement fictive car ne tenant pas compte de l'inflation, ne durera que ce que dure les roses. Dans le vocable repris bêtement par les médias il s'agit d'une "dépendance fiscale de l'Etat".

Nous allons perdre dans l'affaire grecque environ sept fois la contrevalueur de l'ISF annuel. S'il est admis qu'un pays peut se dégager de ses dettes simplement en demandant par referendum si la population veut ou non rembourser, il y a quelques soucis à se faire. A entendre les milliers de commentaires qui "sur les réseaux sociaux" encouragent la Grèce à faire défaut, sans que leurs auteurs aient même compris que c'est eux qui paieront, on réalise le degré de désinformation et de sottise qui règne aujourd'hui en France.

L'Europe du "soft power" où les grands Etats ont été stérilisés et empêchés, s'avère totalement incapable de faire face à l'intérieur comme à l'extérieur aux agressions qui la menacent. Jamais la situation n'a été plus claire aujourd'hui.

- Elle ne peut rien contre la Russie qui attaque un pays de l'Europe centrale et s'empare d'une partie

de son territoire,

- Elle ne peut rien contre la Grèce qui détruit la zone Euro de l'intérieur et se moque à peu près totalement de l'espèce de salmigondis de pouvoir qui s'appelle la Commission et l'Eurogroupe.
- Elle ne peut rien contre l'envahissement par des centaines de milliers de migrants non désirés.
- Elle ne peut rien contre l'envahissement juridique intéressé des Etats-Unis (voir les amendes colossales imposées aux banques européennes et l'in vraisemblable Fatca). Et elle va céder sur ce point vital dans les traités transatlantiques : les sociétés américaines pourront se plaindre aux juges américains des difficultés éventuelles rencontrées en Europe. Les gouvernements passent sous tutelle du juge américain.
- Elle ne peut rien contre le démantèlement des assiettes fiscales par les grands intervenants d'internet.
- Elle ne peut rien contre une barbarie basée sur l' "affirmative action" et la "fierté retrouvée" d'une religion rétrograde et violente, animée par la tendance salafiste, en pleine croissance en France, qui met à bas tous les principes européens durement acquis et commence à décapiter ses citoyens.
- Elle ne peut rien contre l'envahissement de produits qui ne respectent aucune des prescriptions qu'elle impose à ses producteurs.
- Elle ne peut rien contre les effets d'une économie internationale devenue baudruche à force de changes flottants non régulés et déficits et excédents croisés monstrueux. Sinon se taire et empêcher qu'on discute des mécanismes qui ont mené à la situation désastreuse actuelle.
- Elle ne peut rien mais empêche les Etats d'agir.

Ah ! Si ! Les Etats peuvent toujours augmenter les impôts et cadenasser les finances privées des citoyens.

Et en France, laisser les derniers duellistes présidentiels faire semblant de jouer à la démocratie médiatique, sous l'œil hagard de la population ;

Et en Grèce laisser Tsipras et Varoufakis faire semblant de jouer à la démocratie référendaire (jusqu'ici le referendum était "fasciste" à l'extrême gauche...), sous l'œil hagard de la population.

Et en Italie laisser Renzi se dépatouiller avec ses immigrés illégaux, sous l'œil hagard des arrivants.

On imagine où en serait si les grands Etats européens s'étaient dissous dans une nuée de petites régions avec un Eurogroupe de 100 membres ! Rien que pour dire non et expliquer pourquoi dans cette enceinte, il faudrait une semaine. Et la Grèce serait l'un des plus grands Etats membres...

En attendant quelque égaré fou d'islam tranche une tête française sur le sol français. Les Grecs découvrent le "corralito", avec le plaisir de pouvoir sortir quelques euros par jour de leur bancomat. M. Juncker pleure sur l'esprit européen perdu. Le commerce international est à l'arrêt. Les taux d'intérêt se cabrent. L'Euro s'affaiblit. La chômage qu'on annonçait en baisse probable grâce à "l'alignement des planètes", s'est encore accru : près de 630.000 chômeurs de plus depuis le début du quinquennat, plus que sous l'ensemble du quinquennat Sarkozy qui avait pris le choc du gros de la crise, alors que partout ailleurs la situation s'améliore.

Tout va bien.

Le Président de la République Française n'a rien à dire sur aucun de ces sujets dramatiques. Il voyage. Il mène campagne, l'œil vissé sur les sondages et près à toutes les opérations image qu'on voudra.

Dignité, Liberté et Prospérité sont au coin de la rue.

Et il n'y avait rien de plus urgent que de réduire l'emploi de la monnaie de papier par ce suspect permanent qu'est le citoyen.